

**APRÈS L'EXPLOSION D'UN OLÉODUC LORS DU CHARGEMENT  
D'UN BATEAU**

# Le terminal à pétrole du port de Béjaïa à l'arrêt

**Le terminal à pétrole du port de Béjaïa a été placé sous consignation en attendant les résultats des expertises diligentées pour faire toute la lumière sur les causes de l'explosion d'un oléoduc survenue mardi dernier lors d'une opération de chargement de pétrole à bord d'un navire.**

«Le chargement des navires n'est pas toutefois totalement arrêté», a fait savoir au *Soir d'Algérie* le directeur général de l'Entreprise portuaire de Béjaïa, Djelloul Achour, qui précise à ce sujet que la prestation est temporairement assurée à partir du sea-line, une bouée de chargement se trouvant

en rade servant habituellement à ravitailler les bateaux-citernes de plus de 150 000 tonnes. Il faut rappeler que suite à l'explosion de l'oléoduc mardi dernier, une importante quantité de pétrole s'est déversée dans la mer. Une marée noire de plus de 1 000 m<sup>2</sup> s'est formée dans le périmètre du sinistre.

Aussitôt l'accident survenu lors de l'opération du chargement d'un navire, le *Benbatuta*, battant pavillon maltais, des mesures radicales ont été prises par la direction du port de Béjaïa qui a suspendu, momentanément, tout mouvement de bateaux au niveau de l'infrastructure portuaire.

Le plan Orsec a été déclenché, interdisant notamment l'accès aux camions de transport de gasoil et autres lubrifiants. Des bateaux-citernes, qui étaient au niveau du port pétrolier, ont été évacués pour éviter d'éventuels dangers. Les

gardes-côtes et la Protection civile sont immédiatement intervenus par la mise en place d'un barrage flottant, le confinement de la nappe et son pompage, ainsi que la mise en rade du bateau.

Le directeur général du port indique que la nappe d'hydrocarbures a été entièrement pompée lors des interventions des différents services de secours du port. Parlant de l'origine de l'accident, Achour Djelloul, directeur général de l'Entreprise portuaire de Béjaïa, a indiqué dans un entretien téléphonique au *Soir d'Algérie* que «ni

les installations, ni les infrastructures ou leur maintenance ne sont à mettre en cause».

En réponse à une question sur la date de la levée de la consignation du terminal à hydrocarbures, le directeur général de l'Entreprise portuaire de Béjaïa dira que celle-ci interviendra dès la fin de l'enquête, dans quelques jours. Des experts du Laboratoire des études maritimes (LEM) et de Sonatrach sont sur le terrain des investigations pour déterminer les véritables causes du sinistre.

A. Kersani

**JUSTICE**

# La profession de juge sera ouverte aux diplômés d'autres filières

**La réforme de la justice avance sur plusieurs fronts, selon le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Tayeb Louh. Il a même laissé entendre que la profession de juge serait ouverte aux diplômés d'autres filières.**

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux M. Tayeb Louh a annoncé, avant-hier en marge de l'installation du président et du procureur général de la Cour d'Aïn-Defla, que le projet d'une banque nationale de données qui relierait grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication toutes les structures de la justice et qui permettrait au justiciable d'éviter bien des tracasseries, sera bientôt lancé. «Le citoyen ne sera plus obligé pour avoir un document donné, de renouveler à chaque fois un dossier qu'il a déjà déposé par le passé pour le même motif», a-t-il souligné. La forma-

tion des juges et des greffiers est l'autre volet de cette réforme. «Le rapprochement de la justice du citoyen ne signifie pas la construction d'infrastructures, mais également la désignation de juges et de greffiers compétents à même de fournir des services de qualité aux citoyens», a-t-il noté.

Ainsi, l'accès à l'Ecole de la magistrature qui forme les juges sera élargi aux diplômés dans des spécialités proches du droit. Une commission a été mise en place pour en trouver le cadre réglementaire adéquat. «Les textes organisationnels régissant le fonctionnement de cette école seront révisés

de manière à fédérer d'autres compétences scientifiques susceptibles d'encadrer les étudiants-juges et assurer la formation continue aux juges en service et, éventuellement, élargir les conditions d'accès à l'Ecole supérieure de magistrature aux titulaires de diplômes ayant une relation avec le travail de la justice», a-t-il ajouté.

**Vers l'élargissement à l'étranger de la compétence territoriale du juge algérien**

La multiplication des scandales de corruption en Algérie, impliquant des réseaux transnationaux et mettant à rude épreuve les intérêts stratégiques de l'Etat, fait néanmoins réfléchir la justice algérienne à l'élargissement à l'étranger de la compétence territoriale de ses tri-

bunaux. Le code de procédure pénale fait, depuis un moment, l'objet d'une réflexion pour l'adapter au nouveau contexte.

M. Louh a annoncé, qu'«un avant-projet de loi portant sur l'extension de la compétence territoriale des tribunaux algériens au sujet des crimes commis à l'étranger et touchant les intérêts stratégiques de l'Etat algérien ou de ses ressortissants est en phase de préparation». Il a indiqué que cet avant-projet devant adapter le code de procédure pénale «est à l'étude au niveau de l'un des ateliers de travail, mis en place par le ministère de la Justice».

Selon M. Louh, ce ne sont pas uniquement les hypothèses dans lesquelles les juridictions algériennes seraient compétentes à l'étranger et les conditions leur per-

mettant de poursuivre et juger des auteurs de crimes attentant aux «intérêts de l'Algérie» qui préoccupent son département en ce moment. D'autres textes législatifs relatifs au code de procédure pénale et au code de procédure civile devront assouplir la détention temporaire. «La politique pénale nationale est basée sur le principe de l'équilibre entre le respect de la loi et celui des libertés. Sauf qu'il y a des textes législatifs ayant trait au code de procédure civile entré en vigueur récemment et dont l'application de certains articles a révélé certaines problématiques pratiques, non prises en compte au moment de sa mise en place, qui font l'objet de discussions au niveau d'un autre atelier», a-t-il affirmé.

L. H.

**DISPOSITIF SÉCURITAIRE DANS LA CAPITALE**

# Renforcement remarqué lors des grands événements

**La sécurité dans la capitale est assurée par une présence policière quotidienne évaluée à 3 000 agents, a-t-on appris. Toutefois, ce nombre est revu à la hausse à l'occasion des grands rendez-vous, comme ce fut le cas lors de la fête du Nouvel An.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Lors de sa première sortie médiatique, le nouveau wali d'Alger, M. Abdelkader Zoukh, avait fait du renforcement de la sécurité dans la capitale l'une des priorités de sa feuille de route.

Lors de son intervention devant les autorités locales et les responsables d'institutions relevant de la wilaya d'Alger, il avait plaidé pour que la sécurité soit renforcée davantage dans la capitale. Une plaidoirie soutenue par le ministre de l'Intérieur, Tayeb Belâiz, qui avait déclaré en la circonstance que «la priorité pour les Algérois consiste, aujourd'hui, en le renforcement de la sécurité qui, même si elle est assurée en grande partie, fait relative-

ment défaut dans certains quartiers et places publiques de la capitale». Les propos du premier magistrat d'Alger et ceux du premier responsable du département de l'intérieur sont intervenus à quelques jours des affrontements enregistrés au niveau des cités situées dans les localités de Aïn Naâdja et Baraki.

Rappelons que le dispositif sécuritaire mis en place dans la capitale évolue en fonction des circonstances et des événements.

En effet, le déploiement sécuritaire des années 90 n'est pas identique à celui des années 2000 et ce, pour plusieurs raisons, dont la plus visible est celle relative à la nature et la forme de la violence urbaine. Il y a lieu de signaler le renforcement de la présence policière à l'occasion de la fête du Nouvel An.

A ce titre, et pour un premier rendez-vous sous l'ère Zoukh, on indique que le dispositif policier mis en place en cette occasion à travers toute la capitale était de 5 500 policiers, soit un apport supplémentaire de 2 500 agents. Ce renforcement sécuritaire n'a pas

tardé d'ailleurs à porter ses fruits, puisqu'aucun incident particulier n'a été enregistré en cette circonstance, contrairement aux années précédentes.

Mieux encore, les services de police ont saisi lors des différents contrôles effectués dans la nuit du 31 décembre 2013 au 1<sup>er</sup> janvier 2014, 840 psychotropes, douze armes blanches (1 fusil harpon et deux épées), et interpellé des personnes qui se trouvaient dans un état d'ivresse très avancé et contrôlé 2 000 personnes comme ils ont fouillé 2 300 véhicules.

On ajoute, par ailleurs, que ce renforcement sécuritaire a été marqué par une présence des patrouilles pédestres, héliportées et motorisées. Les policiers sont notamment appelés à assurer plusieurs activités et qui se traduisent, précise-t-on encore, «par des interventions lors de rixes sur la voie publique, de vols à la sauvette, à la tire et par effraction, et pour toute forme d'incivilité».

A. B.

**ALGÉRIE-MAROC**

## Le jeune athlète algérien Islam Khoualed libéré



**Le jeune athlète algérien Islam Khoualed, détenu depuis le 11 février 2013 dans une prison d'Agadir (sud du Maroc), a été libéré hier, a-t-on appris de bonne source.**

Islam Khoualed a été remis à son père (Azeddine) en présence de l'avocat de la famille, M<sup>e</sup> Sellam Khaled, ajoute-t-on.

APS